

Immigration : remobilisons la force de travail des Français

Publié le 27 novembre 2023

Le projet de loi « pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration » a été examiné au Sénat au début du mois de novembre. Le texte prévoit notamment une réforme de la Cour nationale du droit d'asile, une carte de séjour « talents » mais aussi la régularisation des travailleurs sans papiers pour les métiers en tension.

L'immigration légale et illégale est depuis ces dernières décennies la solution pour permettre aux entreprises françaises de régler le problème des emplois en tension ou peu qualifiés. Or, en raison de sa réserve de travail inexploitée, la France a pourtant les moyens de créer davantage de richesses sans avoir recours à de nouveaux flux d'immigration. Mais à la condition que la France mette davantage le travail au coeur de son modèle de société.

La réalité est que la France ne travaille pas assez par rapport à ses concurrents européens notamment. Nous sommes en effet en queue de peloton de l'Union européenne et de l'OCDE sur les quatre grands indicateurs montrant si un pays et une société sont au travail ou non.

Quatre indicateurs

Le nombre d'heures travaillées par semaine pour un salarié à temps plein est de 37,4 heures en France alors qu'il est de 38 heures en Italie, 40 heures en Allemagne et 41 heures au Royaume-Uni. La durée de travail annuelle est de 1 646 heures en France contre 1 776 en Italie, 1 845 en Allemagne et 1 874 au Royaume-Uni. Quant à l'âge de la retraite, même à 64 ans nous ne sommes pas encore au niveau allemand ou britannique (66 ans).

Enfin, nos taux d'emploi, en particulier pour les moins de 25 ans et les plus de 55 ans sont beaucoup plus bas que nos voisins européens. Le taux d'emploi des moins de 25 ans est de 28 % et de 54 % pour les plus de 55 ans alors qu'il est respectivement de 56 % et de 71 % au Royaume-Uni par exemple. Il est utile de rappeler que le taux de chômage en France, bien qu'il ait baissé ces dernières années (7,2 % aujourd'hui), reste sensiblement supérieur aux taux de chômage britannique (4,3 %) ou allemand (5,7 %).

Par conséquent, en mobilisant ces réserves de travail inexploitées, nous aurions de quoi répondre à la demande de ces métiers en tension tout en arrêtant les recours massifs à l'immigration qui bouleversent les équilibres sociologique et culturel du pays. La résultante de cet état de fait a un coût financier direct en termes de déficits sociaux et budgétaires et une conséquence, celle d'avoir recours à une main-d'œuvre étrangère. Quant au taux de productivité horaire élevé des Français, il s'explique par le fait que la population au travail est la plus éduquée mais laisse de côté un grand nombre de personnes capables de travailler.

Système d'aides sociales

Alors que certains freins à l'efficacité du marché du travail ont été levés comme la rupture conventionnelle ou le plafonnement des indemnités prud'homales, les mécanismes d'aide sociale encouragent moins qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni le retour au travail. Le chômage devient ainsi malheureusement un état au lieu d'être une étape.

Libérer ce gigantesque potentiel de travail en réformant plus profondément le système d'aides sociales aura un coût politique, comme l'a démontrée la difficile réforme des retraites. Néanmoins, cette réforme touchant moins de gens que celle des retraites pourrait faire plus facilement l'objet d'un consensus avec les partenaires sociaux. Par ailleurs, elle devrait être bien accueillie par les Français car elle permettrait de réduire à la fois l'assistanat et le recours à l'immigration.

Ne pas le faire aurait un coût bien plus élevé avec de lourdes conséquences économiques et financières. D'abord sur les déficits sociaux et budgétaires et par voie de conséquence sur l'augmentation de la dette qui est détenue et il est bon de le rappeler à 50 % par des investisseurs étrangers.

Libérer le potentiel de croissance

Dans une perspective de comparaison avec d'autres pays comme le Royaume-Uni et l'Allemagne par exemple, il est intéressant de relever que leur problématique est inversée par rapport à la nôtre. L'Allemagne comme le Royaume-Uni n'ont pas d'autre choix que d'avoir recours à une immigration de travail pour faire croître leurs économies parce que leur force de travail nationale est entièrement mobilisée. Ces deux pays sont en effet dans une situation de plein-emploi et de durée de travail très supérieure à la France.

Les Français font aujourd'hui face à un avenir incertain voire anxiogène pour eux et leurs enfants sur le plan économique mais aussi sociologique. Libérer notre potentiel de croissance et de création de richesses autour d'une société du travail permettra de recréer confiance et optimisme en l'avenir, tout en apportant une réponse raisonnée au problème de l'immigration.